

# L'autonomie stratégique de l'Europe fédérale, oui ! De l'UE, impossible !

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S&D)

Les priorités de la présidence portugaise de l'Union européenne (UE) pour le premier semestre 2021 exposées devant la sous-commission défense du Parlement européen le 28 janvier sont désespérantes. Elles se limitent à la mise au point d'une boussole stratégique, au rétablissement du dialogue transatlantique et au rétablissement de la paix en Afrique, particulièrement au Mozambique, qui fait l'objet d'attaques islamistes.

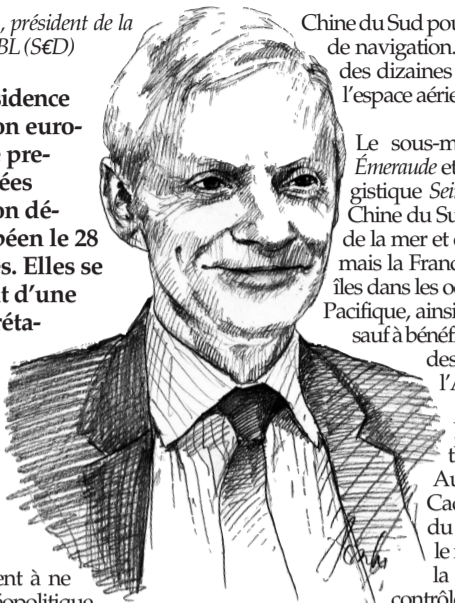
L'UE persiste malheureusement à ne pas tenir compte du contexte géopolitique et des rapports de forces. Il n'est donc pas étonnant que la diplomatie russe se soit permis d'humilier le Haut Représentant de l'UE lors de son voyage à Moscou le 5 février et que les réseaux terroristes s'étendent en Afrique, du Sahel vers d'une part le golfe de Guinée, où 84 attaques de navires ont eu lieu en 2020 et, d'autre part, vers le canal de Madagascar.

## L'Amérique de M. Biden et la Russie

M. Biden, dans son discours du 4 février au Département d'État sur «la place de l'Amérique dans le monde»,<sup>(1)</sup> a dit vouloir une diplomatie axée sur la défense de la démocratie et de la liberté, ainsi que sur le respect des droits universels et de l'État de droit, ceci pour inciter les États, en particulier les Alliés, à affronter ensemble les défis mondiaux, de la pandémie au changement climatique, en passant par la prolifération nucléaire et par l'avancée de l'autoritarisme. Il a annoncé un effort accru dans le domaine de la cybersécurité et la suspension du retrait de troupes d'Allemagne. Dès le 23 janvier, un exercice aéronaval en mer Noire avait démontré la volonté américaine de protéger la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie, mais aussi la Géorgie et l'Ukraine de l'agressivité russe, ainsi que de garantir la liberté de navigation sur mer, dans l'air et dans l'espace.<sup>(2)</sup> Cette pression accrue sur M. Poutine a sans doute contribué à ce que le traité entre les États-Unis d'Amérique (EUA) et la Russie sur la réduction du nombre d'armes nucléaires stratégiques soit prolongé de cinq ans.

## La Chine, l'Inde, la France, la Corée du Nord et les EUA

Selon le US Air Force's National Air and Space Intelligence Center, la Chine augmenterait substantiellement le nombre des têtes nucléaires et des missiles intercontinentaux lancés depuis la terre ou depuis des sous-marins et capables de frapper le continent américain.<sup>(3)</sup> Pour un *statu quo* dans le Pacifique occidental, les EUA et leurs alliés doivent s'opposer aux ambitions de la Chine, sinon elle se sentira libre de conquérir Taïwan, puis le Pacifique occidental, puis elle s'imposera au Moyen-Orient en s'appuyant sur Djibouti. Dans les eaux qu'elle considère sous sa juridiction, malgré la sentence rendue le 12 juillet 2016 par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, la Chine a autorisé le 22 janvier l'ouverture du feu, par ses gardes-côtes, contre les navires étrangers, ainsi que la démolition des «structures» qui s'y trouvent sans sa permission. La veille, le porte-avions Theodore Roosevelt et ses navires d'escorte entraient en mer de



Chine du Sud pour y faire respecter la liberté de navigation. Irritée, la Chine a envoyé des dizaines d'avions de combat dans l'espace aérien de Taïwan.<sup>(4)</sup>

Le sous-marin nucléaire d'attaque *Émeraude* et le bâtiment de soutien logistique *Seine* patrouillent en mer de Chine du Sud,<sup>(5)</sup> pour défendre le droit de la mer et de la liberté de navigation, mais la France peinerait à défendre ses îles dans les océans Atlantique, Indien et Pacifique, ainsi que ses Terres australes,<sup>(6)</sup> sauf à bénéficier d'un soutien sans faille des EUA, du Japon et de l'Australie.

L'Himalaya est aussi le théâtre de luttes d'influence. Au Népal, dans la région du Cachemire, dans le royaume du Bhoutan, mais aussi dans le nord du Pakistan, l'Inde et la Chine se disputent le contrôle de l'accès à l'eau, les couloirs économiques, les zones de déploiement militaire, avec de l'argent, de l'aide au développement, des promesses de soutien politique et des armements. Citons le déploiement au Xinjiang et au Tibet, face à l'Inde, de chars légers de 33 tonnes, aptes à opérer au-dessus de 4.300 m d'altitude et armés d'un canon de 105 mm.<sup>(7)</sup>

Oubliez des leçons des années 1960, la Chine risque à nouveau une confrontation sur deux fronts, l'un terrestre, l'autre maritime. Mao Zedong, avait affronté simultanément les EUA et l'Union soviétique. Les Américains avaient protégé Taïwan et les Russes avaient gagné la bataille sur le fleuve Amour, interdisant la reprise de la Sibérie, que les Chinois appellent les provinces du Nord.

Depuis, l'amitié avec la Russie a été restaurée, mais la persistance du contentieux entre la Chine et l'Inde, qui date de 1962, est attestée par les récentes escarmouches dans l'Himalaya. Les mers, même proches de la Chine, sont dominées par les EUA. En dehors de Djibouti, la Chine ne dispose pas de bases et d'arrangements logistiques suffisants pour soutenir des opérations expéditionnaires. Ces arrangements ne se matérialisent pas du jour au lendemain : ils reposent sur de la confiance, des valeurs communes, des interactions entre institutions et une coopération étroite et prolongée. La plupart des liens de la Chine avec les pays d'accueil potentiels ne possèdent pas ces qualités essentielles et elle ne serait pas capable de défendre des bases à l'étranger.

En répondant vigoureusement à l'expansion chinoise par une pression sur la périphérie continentale, les mers proches et les mers lointaines, les EUA et leurs alliés peuvent obliger Pékin à répartir ses ressources, qui restent limitées. Ils devraient démontrer de manière crédible leur capacité à mettre en danger les forces et l'économie chinoises et mener une contre-offensive diplomatique et d'information coordonnée face aux avancées politiques et économiques de la Chine. Ils devraient attirer l'attention des États ayant des relations commerciales avec la Chine sur les risques de dépendance envers elle et démontrer leur capacité à les protéger par des exercices navals multinationaux dans les mers proches, montrant qu'une agression chinoise serait contrée par une réponse coalisée.

À terme, la Chine aura des problèmes structurels, tels que le déclin démographique, qui la rendront vulnérable. Il est essentiel de déterminer quand et où exploiter ses faiblesses.<sup>(8)</sup> Elle fait d'ailleurs de même à notre

égard, ainsi que la Russie et l'Iran, en aidant la Corée du Nord à augmenter ses forces stratégiques, tant en termes de missiles de portées diverses qu'en termes d'armes nucléaires de puissances variables.<sup>(9)</sup>

## L'Europe et la Turquie

L'Europe et la Turquie ont des intérêts opposés en Méditerranée, notamment dans les eaux territoriales autour de la Grèce et de Chypre, dans le Kurdistan syrien, en Libye et au Nagorno-Karabagh. Cela n'empêche pas l'UE de rester le premier partenaire commercial de la Turquie, avec 41% des échanges, mais ces échanges sont en baisse, comme le produit intérieur brut (PIB) turc et les investissements extérieurs. La livre turque a perdu 50% face à l'euro et au dollar en 30 mois.

## Le cavalier seul de l'Allemagne...

M<sup>me</sup> Merkel a fait une concession à la Hongrie et à la Pologne sur le respect de l'État de droit, pour faire accepter le budget 2021-2027 de l'UE et le plan de relance, pour sauver le marché intérieur, l'espace Schengen et la zone euro, soit une bonne partie des clients des entreprises allemandes. L'accord sur le Brexit préserve l'industrie automobile allemande plus que les pêcheurs d'Europe ou d'Écosse.

Le projet présenté au Bundestag le 9 février par la ministre de la Défense et l'inspecteur général de la Bundeswehr<sup>(10)</sup> vise en premier lieu à améliorer les conditions de vie des troupes, puis à faire face, aux frontières extérieures de l'UE et de l'OTAN, à la Russie, «qui a intensifié ses menaces militaires et politiques et violé sciemment des traités internationaux». La Chine est qualifiée seulement «d'acteur puissant et de plus en plus visible». Le projet déplore que la Bundeswehr, depuis 2011, a été orientée vers les missions à l'étranger et la gestion internationale des crises, ce qui affaiblit les structures territoriales de défense et les processus de commandement, ce que la pandémie de corona a clairement révélé. Ceci est exact, mais ce sont surtout les coupures budgétaires et la mauvaise gestion de M<sup>me</sup> von der Leyen qui ont affaibli l'armée allemande. Celle-ci ne va pas retrouver les capacités qu'étaient les siennes lors de la guerre froide. Le projet envisage l'Allemagne comme «hub» logistique de l'OTAN. Les acquisitions à venir, pour plus de 20 milliards €, portent sur la défense aérienne et sur l'Eurodrone. La décision sur un hélicoptère de transport devrait être prise d'ici la fin juin.

L'Europe n'est pas plus envisagée dans ce projet qu'elle ne l'a été lors des crises financière en 2008, monétaire en 2010, migratoire en 2015 et sanitaire en 2020. Seule l'Allemagne compte.

## ... fait que l'on ouvre un peu les yeux en France...

Les insuffisances graves de la Coopération structurée permanente (CSP) sont enfin établies par un rapport de l'Assemblée nationale française du 27 janvier dernier. Les 20 engagements souscrits par les États membres participants ne sont pas tenus, des 47 projets retenus, 3 ont atteint leur capacité opérationnelle initiale, 6 sont susceptibles d'atteindre cette phase d'ici à 2023, 11 ne contribuent en rien à réduire les lacunes capacitaires.<sup>(12)</sup>

## ... et au Parlement européen

Le rapport annuel au Parlement européen sur la mise en œuvre de la Politique étrangère de sécurité commune (PESC) a été adopté le 20 janvier. Il constate que l'UE manque de volonté politique, bien qu'aucun État membre ne dispose de capacités et de ressources suffisantes pour relever efficacement les défis internationaux actuels. Malheureusement, il se borne à proposer

la création d'un Conseil européen de sécurité et d'un Conseil des ministres de la Défense. Or, le Parlement européen ne s'est toujours pas doté d'une Commission de la Défense.

## Aller de l'avant, encore et toujours

La liste est longue des occasions manquées par l'Europe pour s'unir de façon plus étroite. Les soi-disant «traités constitutionnels» ont échoué en 1954, 1984 et 2005. En 1960, le 31 mai, le général de Gaulle avait proposé aux gouvernements du Benelux, de l'Allemagne et de l'Italie de se concerter avec la France pour la politique, la défense et la culture, pour préparer ces États à se confédérer, en attendant de se fédérer, sur le modèle américain. Les Pays-Bas et la Belgique ont refusé, en 1962, de constituer cette Union, jusqu'à l'Acte unique de 1986, qui n'en est qu'un *Erzatz*, un substitut inefficace de la concertation gaullienne. Réduite au cadre franco-allemand, celle-ci a été lancée par le traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 mais, pour pouvoir le faire ratifier par le Bundestag, Adenauer a dû en exclure l'économie, pour ne pas interférer avec le traité de Rome et y adjoindre un préambule unilatéral, qui affirme la solidarité «atlantique» de l'Allemagne, réduisant ainsi la portée européenne (au sens gaullien) de ce traité.

Malgré ces déconvenues, le 24 janvier 1963, le général affirmait que «La politique de la France est de faire une Europe qui en soit une, qui existe par elle-même, qui ait son économie, sa défense, sa culture. (C'est) dans le cadre européen que nous entendons désormais placer notre vie nationale. Désabusé, il ne voyait plus alors l'Europe qu'à long terme, disant, le 24 janvier 1963, «Il faudra peut-être bien 50 ans pour qu'il y ait une véritable communauté politique»<sup>(13)</sup> en Europe, constatant que les États-Unis d'Amérique ont mis 80 ans, de la déclaration d'indépendance à la guerre de Sécession, pour passer réellement du stade de la confédération à celui de la fédération et que pour le Canada, les Pays-Bas, la Suisse et l'Allemagne, cela a pris plus de temps encore.<sup>(14)</sup>

Une Europe fédérale aurait été mieux armée contre le Covid-19, pour soutenir l'économie et préserver l'emploi. Elle est la seule façon de réaliser notre autonomie stratégique. Elle ferait bien de prendre enfin en considération le sage conseil de James M. Buchanan, prix Nobel d'économie en 1986, «for his development of the contractual and constitutional bases for the theory of economic and political decision-making»: *A constitution that will embody the terms of the contract that the peoples of Europe must make, one with another, individually and as members of separate national-cultural communities, is a "sine qua non" of the whole enterprise.*<sup>(15)</sup>

Pour assurer une confiance pérenne dans l'euro, il faut un pouvoir exécutif fort, un budget fédéral substantiel et une intégration politico-militaire. Le Parlement européen devrait se transformer en assemblée constituante, sans cela, l'Europe n'aura ni autonomie stratégique, ni crédibilité.

L'avenir de l'Europe sera en partie le fruit de notre action : meurtrie par onze siècles de guerres, depuis 71 ans elle s'unirait petit à petit, trop lentement, certes, et avec des recules comme le Brexit, le rétablissement de certaines frontières intérieures et, ici ou là, la négation de l'État de droit et des valeurs européennes.

Il n'empêche que l'utopie d'un continent européen bienveillant avec le monde entier, audacieux, non plus dans la conquête des autres continents, mais dans la recherche scientifique et technologique, féroce avec les ennemis de la liberté et libre, reste valable. Il nous reste à obliger les politiciens à céder une parcelle de pouvoir, ce qui devient possible : leurs électeurs ont constaté amplement leur inadéquation face aux crises. Soyons opiniâtres, car les prochaines générations pâtiraient de notre inaction, de notre inertie, de notre lâcheté.

## Le Luxembourg reconnu pour ses performances ESG

En date du 28 janvier 2021, l'agence de notation de crédit Moody's a certifié les bonnes performances environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) du Luxembourg, suite à l'introduction récente des aspects «ESG» dans sa méthodologie d'évaluation.

L'agence a rappelé dans ce contexte que le Grand-Duché continue de bénéficier de la notation de crédit la plus élevée. Le «AAA» repose notamment sur une situation financière robuste de l'État et un faible niveau de dette, une politique économique prévoyante et un environnement politique stable.

Dans cet avis actualisé, l'agence de notation attribue un score d'impact de crédit «ESG positif» au Grand-Duché, reflétant une faible exposition aux risques environnementaux et sociaux, une gouvernance des plus performantes ainsi qu'une capacité très élevée de répondre aux chocs. Moody's souligne que grâce à sa structure économique solide, le Luxembourg a pu

mieux résister aux conséquences économiques de la pandémie. L'agence note que l'exposition du Luxembourg aux risques environnementaux demeure faible. Pour Moody's, le pays se démarque par des performances particulièrement élevées en matière de sécurité et un accès généralisé et de qualité aux soins de santé. En termes de gouvernance, le Luxembourg obtient la meilleure note possible grâce à un haut degré de transparence et une politique budgétaire équilibrée. L'agence relève aussi que malgré sa petite taille, le Luxembourg dispose d'une administration publique performante.

Pierre Gramegna, ministre des Finances, commente : «Dans le contexte actuel de crise, je me réjouis de voir que notre pays bénéficie toujours de la notation la plus élevée et qu'il est bien positionné en matière de durabilité. Ceci s'explique, entre autres, par une politique budgétaire prudente axée sur un haut niveau d'investissement et une politique économique mettant l'accent sur une croissance inclusive et de qualité.»

Source : ministère des Finances

1) Voir President Biden, «Remarks on America's Place in the World» in *White House*, 4 February 2021 <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/02/04/remarks-by-president-biden-on-americas-place-in-the-world/>.

2) Voir sn, «U.S. Navy Conducts Interoperability with NATO in the Black Sea», *US Naval Forces Europe-Africa / US Sixth Fleet Public Affairs*, 23 January 2021 <https://www.caf.navy.mil/Press-Room/News/News-Display/Article/2479674/us-navy-conducts-interoperability-with-nato-in-the-black-sea/>.

3) Voir Gabriel Dominguez, «China to field more nuclear weapons that can target the United States, says report» in *Jane's Defence Weekly*, 20 January 2021 <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/china-to-field-more-nuclear-weapons-that-can-target-the-united-states-says-report>.

4) Voir Gabriel Dominguez, «China passes law authorising China Coast Guard's use of firepower against foreign vessels» in *Jane's Defence Weekly*, 25 January 2021 <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/china-passes-law-authorising-china-coast-guard-s-use-of-firepower-against-foreign-vessels>.

5) Voir Sarah Zheng, «South China Sea: challenge to Beijing as French nuclear submarine patrols contested waterway» in *South China Morning Post*, 9 February 2021 <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3121125/south-china-sea-challenge-beijing-french-nuclear-submarine>.

6) La seule Polynésie française, c'est un domaine maritime de plus de 240.000 km<sup>2</sup> et une zone économique exclusive de plus de 4,5 millions de km<sup>2</sup>, soit plus que la superficie de l'UE.

7) Voir Gabriel Dominguez, «Type 15 lightweight tank enters service with PLA's Xinjiang Military Command» in *Jane's Defence Weekly*, 10 February 2021 <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/type-15-lightweight-tank-enters-service-with-pla-s-xinjiang-military-command>.

8) Voir Toshi Yoshihara, Jack Bianchi, «Seizing on Weakness: Allied Strategy for Competing With China's Globalizing Military» in *Center for Strategic and Budgetary Assessment*, 4 January 2021 <https://csbaonline.org/research/publications/seizing-on-weakness-allied-strategy-for-competing-with-chinas-globalizing-military>.

9) Voir Gabriel Dominguez & Dae Young Kim, «North Korea ex-

pands number of ballistic missile units, says Seoul» in *Jane's Defence Weekly*, 10 February 2021 <https://www.janes.com/defence-news/news-detail/north-korea-expands-number-of-ballistic-missile-units-says-seoul#:~:text=North%20Korea%20has%20expanded%20the,released%20on%2020%20February%202021>.

10) Voir Peter Carstens, «Krampe-Karrenbauer und Zorn wollen Bundeswehr modernisieren» in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9. Februar 2021 <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/f-a-z-exklusiv-krampe-karrenbauer-und-zorn-wollen-bundeswehr-modernisieren-17189190.html>.

11) C'est un geste commercial, de même que l'accord sur les investissements, peu exigeant sur le respect des droits de l'homme, que l'UE a passé avec la Chine.

12) Voir Nicolas Gros-Vehreyde, «PESCO. Les recommandations de l'Assemblée nationale : après la bataille ! (v2)» in *Bruxelles2*, 28 janvier 2021, [https://club.bruxelles2.eu/2021/01/pesco-les-recommandations-de-lassemblee-nationale-apres-la-bataille/?utm\\_source=mailpoet&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=b2pro-or-newsletter-post-title-2](https://club.bruxelles2.eu/2021/01/pesco-les-recommandations-de-lassemblee-nationale-apres-la-bataille/?utm_source=mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=b2pro-or-newsletter-post-title-2) et Michel Cabriol, «Europe de la défense : les trop nombreux renoncements des pays européens (rapport)» in *La Tribune*, 1<sup>er</sup> février 2021 <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/europe-de-la-defense-les-trop-nombreux-renoncements-des-pays-europeens-rapport-875569.html>.

13) Voir Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle, tome I, La France redevient la France*, Paris, Éditions de Fallois, Fayard, 1994, p. 428.

14) Voir Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle, tome I, La France redevient la France*, Paris, Éditions de Fallois - Fayard, 1994, p. 61-65 & 106 *C'était de Gaulle, tome 2, La France reprend sa place dans le monde*, Paris, Éditions de Fallois, Fayard, 1997, p. 224 & 228.

15) James M. Buchanan, «Introduction» in James M. Buchanan, Karl Otto Pöhl, Victoria Curzon Price, Frank Vibert, *Europe's Constitutional Future*, London, Institute of Economic Affairs, 1990, p. 2-3.